RAPPORT MORAL DU PRÉSIDENT POUR L'EXERCICE 2020

Institut de la
gestion déléguée

ÉDITO DU PRÉSIDENT DE L'IGD, HUBERT DU MESNIL

Ce rapport moral couvre l'exercice 2020, lequel vient clore notre 5eme programme quinquennal qui a débuté en 2016.

Il permet à chacun de nos membres et à tous ceux qui suivent l'IGD, de mieux connaitre la richesse et la diversité de nos travaux.

Ceux-ci sont toujours conduits dans le respect de ce qui constitue la raison d'être de notre Institut, la recherche de l'efficacité des services publics et la défense du modèle français de coopération entre d'une part les autorités publiques et d'autre part, les industriels et les financeurs, qu'ils soient publics ou privés.

Depuis sa création en 1996, l'IGD est et reste la seule instance dans laquelle toutes les parties prenantes à la gestion des services publics peuvent se rencontrer, confronter leurs expériences et conjuguer leurs compétences pour améliorer la qualité des services rendus à nos concitoyens.

Praticiens, conseils, universitaires, élus, représentants de l'Etat partagent leur expérience, leurs attentes et recherchent ensemble des solutions adaptées à leurs besoins et à ceux des usagers. Le champ d'application est large puisqu'il couvre une quinzaine de services publics.

2020 a bien sûr tout particulièrement été marquée par la crise sanitaire liée à la covid 19 et pour ce qui nous concerne, par l'impact de celle-ci sur les services publics.

C'est pour mieux accompagner nos membres et alerter les pouvoirs publics, que nous avons mis en place un Observatoire IGD Covid, qui dès le mois d'avril 2020 a non seulement collecté les informations relatives à l'impact de la crise, mais aussi anticipé, analysé et proposé des solutions visant à en limiter les effets dans le temps.

Fidèle à sa méthode, l'Institut a ainsi publié deux points d'étape semestriels, mais également divers documents de référence, que vous retrouverez dans les pages suivantes.

Il suffit de relire le premier point d'étape d'avril et celui d'octobre 2020, nos «10 propositions pour un futur plan de relance par l'investissement et la commande publique » ou de regarder sur notre site le webinar de la commission financements du 17 décembre « la gestion déléguée au service de la relance et au-delà » pour se rendre compte, à quel point ce travail avait su anticiper et prévenir.

Je tiens à remercier chaleureusement, non seulement toutes celles et ceux qui ont participé à nos commissions permanentes et nos groupes de travail, mais aussi à nos contacts extérieurs avec lesquels un dialogue continu nous a permis de nourrir nos réflexions et nos productions.

Cette crise continuera à occuper les divers groupes de travail et instances de notre Institut en 2021.

Si chacun peut, un an après, se féliciter de la résilience des services publics délégués, de leur exemplarité et de l'efficacité des mesures gouvernementales pour en absorber les effets à court terme ; il reste encore beaucoup à faire pour préparer l'avenir et jouer de l'effet de levier que la gestion déléguée et le recours au financement privé représentent.

Au-delà de la crise, l'Institut a poursuivi ses travaux initiés en 2019.

Le groupe de travail Mobilités du Quotidien a conclu ses travaux par la publication d'un rapport et de 8 propositions à destination des élus, présenté en webinar le 12 octobre.

Le Groupe de Travail « Collectivités territoriales : comment assurer la transition énergétique ? » s'est réuni tout au long de l'année et publiera son rapport au premier trimestre 2021.

Un effort tout particulier a été fait en matière de communication.

C'est ainsi qu'ont été publiées sur notre site internet et les réseaux sociaux, sept interviews de nos membres portant témoignage de leur gestion de la crise covid.
De plus, en partenariat avec Acteurs Publics, cinq émissions ont été réalisées, présentant notre actualité et notre observatoire.
Enfin, nous nous sommes dotés d'une base de données particulièrement riche, nous permettant d'adresser nos publications de manière ciblée et d'en suivre l'impact.

Un grand merci à toutes celles et ceux qui, au sein de notre conseil d'administration et de notre bureau, dans nos commissions ou dans nos groupes de travail, consacrent autant d'énergie et de compétence à la poursuite de nos objectifs et l'accomplissement de notre mission.

Je formule le vœu que l'action de l'IGD se poursuivra dans le même esprit et avec la même énergie, dans le cadre du 6eme programme qui couvrira les années 2021 à 2023 incluse.

Hubert du MESNIL
Président de l'Institut de la Gestion Déléguée

2020 a bien sûr tout particulièrement été marquée par la crise sanitaire liée à la covid 19 et pour ce qui nous concerne, par l'impact de celle-ci sur les services publics.

L'OBSERVATOIRE IGD COVID-19

L'IGD A MIS EN PLACE DÈS LE DÉBUT DE LA CRISE COVID-19, SON OBSERVATOIRE SUR L'IMPACT DE CETTE DERNIÈRE

Fidèle à sa mission d'observation de la qualité et de la performance des services publics, l'IGD a mis en place dès le début de la crise Covid-19, son Observatoire sur l'impact de cette dernière sur l'activité de ses membres afin de percevoir en temps réel ses impacts économiques, juridiques et financiers sur les entreprises publiques et privées ainsi que les collectivités territoriales, mais aussi les conséquences des mesures d'urgence prises par le Gouvernement.

PUBLICATIONS

• POINTS D'ÉTAPE

L'IGD a publié deux points d'étape pour mesurer l'impact de la crise Covid-19 sur les services publics délégués :

Le premier point d'étape a été rendu public au **30 avril 2020** et présente secteur par secteur, les résultats issus de la consultation des fédérations professionnelles, des entreprises et des associations d'élus membres de l'IGD.

Le second point d'étape a été publié au **30 octobre 2020** : en effet, au surlendemain de l'allocution du Président de la République, qui, après un premier couvre-feu, a annoncé un reconfinement sur l'ensemble du territoire, et que la crise COVID durerait certainement jusqu'à l'été 2021, il nous a semblé nécessaire de présenter la situation au 30 octobre 2020, soit 6 mois après la publication du premier point d'étape.

Un troisième point d'étape sera publié en avril 2021.

• TABLEAU DE SYNTHÈSE DES ORDONNANCES COVID-19

En avril 2020, l'IGD a publié un tableau de synthèse concernant l'impact des dispositions de l'ordonnance n° 2020-319 sur les contrats de concession (ordonnance du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au Code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19) et l'ordonnance n° 2020-460 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

• BENCHMARK INTERNATIONAL

La crise Covid-19 a touché de nombreux pays - qui ont bien souvent déclaré l'état d'urgence - et en a affecté le bon fonctionnement de la commande publique et l'exécution des contrats afférents. Selon les secteurs, le rythme des achats publics et l'activité des fournisseurs dans le monde a fortement varié. Le paysage du droit des marchés publics a été bouleversé à la fois en termes de nouveaux achats urgents (nécessaires pour contenir la pandémie) et de modification des marchés publics existants.

Afin de comprendre comment de nombreux pays ont légiféré pour adapter leurs règles de la commande publique, l'IGD a publié, **en mai 2020, un benchmark international des mesures adoptées en matière de commande publique pendant la crise sanitaire**.

• CONTRIBUTION À UN FUTUR PLAN DE RELANCE

La **contribution à un futur plan de relance** a été publiée **en juin 2020** pour proposer 10 mesures pour assurer la relance par l'investissement et la commande publique en relevant les défis environnementaux.

Ces propositions sont le fruit du dialogue entamé depuis le début de la crise avec les dirigeants, élus, ministères, fédérations, associations et financeurs membres ou partenaires de l'IGD.

Un des enseignements que nous tirons de cette période particulière est que le secteur public et le secteur privé ont su travailler en parfaite complémentarité dans l'intérêt général, et que ceci a permis bien souvent de manière remarquable d'assurer la continuité des services essentiels à la vie de nos concitoyens. Ceci devrait nous inciter à sortir de l'opposition, parfois idéologique et souvent stérile, entre public et privé, mais aussi entre financement public et financement privé pour mettre au point des modèles économiques et cadres juridiques permettant de combiner ces éléments de la manière la plus efficace possible, au bénéfice d'un programme de relance qui nécessite du courage et de l'audace.

LES INTERVIEWS DE NOS MEMBRES

Les entreprises publiques et privées délégataires de service public ou partenaires au sein de sociétés dédiées et leurs 1,3 millions de collaborateurs ont assuré le bon fonctionnement des services publics qui leur sont confiés et s'apprêtent à répondre également aux nombreux défis que la France doit relever pour assurer une relance placée sous le signe de la transition écologique et numérique.

L'IGD a souhaité leur donner ici l'occasion de tirer les enseignements de la crise et remercier une nouvelle fois toutes celles et ceux qui, en leur sein, ont démontré au quotidien leur sens du service public.

LA COMMISSION JURIDIQUE

LA COMMISSION JURIDIQUE, PRÉSIDÉE PAR STÉPHANE BRACONNIER, PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ PANTHÉON-ASSAS (PARIS 2) A VU, AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2020, SES TRAVAUX IMPACTÉS PAR LA CRISE SANITAIRE QUE TRAVERSE NOTRE PAYS

En effet, alors que nous poursuivions nos réflexions sur les modifications des contrats de concession et des marchés de partenariat en cours d'exécution, la Commission juridique a souhaité se saisir très vite des questions juridiques que la crise sanitaire a soulevées.

C'est ainsi qu'en juillet 2020, elle a publié, dans le cadre de son Observatoire IGD-Covid19[1], son **Précis n°2 relatif à « l'exécution des contrats de la commande publique à l'épreuve de la crise sanitaire »**.

Ce Précis, rédigé de manière pédagogique, propose des mesures pour permettre à l'ensemble des acteurs dans un climat de confiance, de gérer au mieux la reprise de leurs activités.

Sans être exhaustif, il s'intéresse à 4 sujets identifiés comme prioritaires :

- La force majeure, l'imprévision et le fait du prince : théorie et application à la crise sanitaire ;
- Les surcoûts générés par la crise sanitaire ;
- Les pertes de recettes générées par la crise ;
- Les pénalités applicables aux titulaires de contrats de la commande publique.

Cette publication s'inscrit également dans notre collection « Les Précis de l'IGD », documents synthétiques et didactiques, à destination à la fois des collectivités locales mais aussi des opérateurs de services publics. A titre de rappel, le 1er portait sur le régime des biens dans les contrats de concession et a été publié en décembre 2019.

La Commission juridique reste très attentive à l'actualité et aux nouvelles questions notamment que cette crise pourrait faire émerger.

Parallèlement, la Commission juridique a repris ses travaux sur la modification des contrats de concession et des marchés de partenariat en cours d'exécution.

1. Voir Partie sur l'Observatoire IGD-Covid19

LA COMMISSION FINANCEMENTS

LA COMMISSION FINANCEMENTS, PLACÉE SOUS LA PRÉSIDENCE D'ALAIN QUINET, A POURSUIVI SES RÉUNIONS TOUT AU LONG DE 2020

Après la publication en octobre 2019 de la troisième note relative à la consolidation ou déconsolidation des PPP, la Commission Financements a poursuivi ses travaux et conclu l'année 2020 par l'organisation d'un webinar le 17 décembre intitulé « la gestion déléguée au service de la relance et au-delà ».

Ce webinar a permis de tirer les leçons de l'actualité récente, de présenter les plans de relance de l'Etat et de la Caisse des Dépôts mais également les moyens nécessaires pour assurer la relance en bénéficiant de l'effet de levier de la gestion déléguée et du financement privé.

Ce webinar a démontré que nous avons besoin d'**infrastructures** rénovées, modernisées et nouvelles, d'**acteurs spécialisés** dans ce domaine (des financeurs mais également des experts dans la maitrise d'ouvrage et le partage de risque), et enfin, d'**outils** qui permettent de concilier le besoin à long terme et le besoin de souplesse et d'agilité.

Pour cela, un challenge pédagogique sera de démontrer l'intérêt du partage de risques. La Commission Financements, rebaptisée **« Commission Economique et Financière »** s'intéressera au courant de ces prochaines années à l'économie des contrats, à l'économie du partage de risques et à l'économie de l'infrastructure.

IGD
WEBINAR
IGD
Institut de la
gestion déléguée

En parallèle, l'IGD a mis en place un groupe de réflexion composé de membres de la Commission Financements, de la Commission juridique et d'avocats experts, pour réfléchir à la création d'un **« nouveau » contrat déconsolidant**.

L'objectif serait que ce « nouveau contrat » déconsolidant soit plus « performantiel ». Une approche sectorielle semble être plus pertinente qu'une approche générale. Le secteur de la performance énergétique a été évoqué comme un secteur d'application potentiel.

LES GROUPES DE TRAVAIL

GROUPE DE TRAVAIL ÉNERGIE

Ce groupe de travail souhaitait compléter le document Réformes et Territoires mis à jour en 2017, d'un volet spécifique consacré à l'énergie.

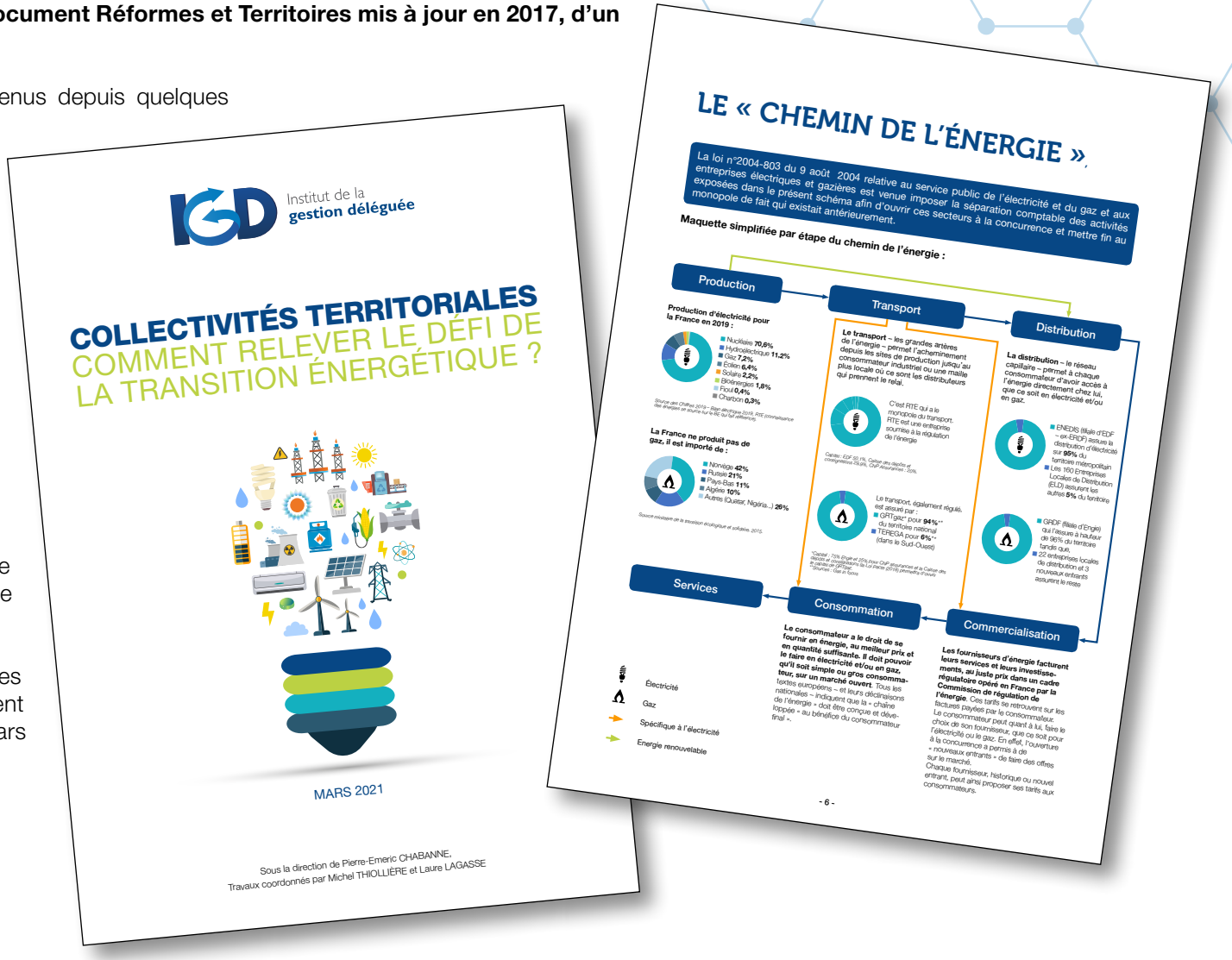
En effet, trois changements profonds sont intervenus depuis quelques années dans le secteur de l'énergie :

- L'ouverture du marché dans le cadre de l'Union européenne ;
- La volonté des collectivités et de nos concitoyens de s'emparer des nouvelles compétences et libertés offertes par la technologie et le marché ;
- La maîtrise des émissions de gaz à effet de serre imposée par le réchauffement climatique et la volonté des gouvernements d'y faire face, soutenue avec force, notamment par les nouvelles générations.

Ces changements obligent ce secteur à évoluer.

Ainsi la transition énergétique appelle-t-elle de nouvelles pratiques et donc de nouvelles formes de contrat entre opérateurs et collectivités.

C'est pourquoi l'IGD a souhaité comprendre ces évolutions et avancer des propositions. Le document sera publié au Conseil d'Administration du 29 mars 2021.



GROUPE DE TRAVAIL MOBILITÉS DU QUOTIDIEN

Le groupe de travail relatif aux mobilités du quotidien a conclu ses travaux par la publication de son rapport en octobre 2020 en vue de proposer des réponses adaptées aux nouveaux besoins en termes de mobilités du quotidien.

Pour répondre aux difficultés quotidiennes de nos concitoyens contraints d'utiliser leur véhicule personnel dans leurs trajets domicile – travail, réduire la congestion autour des grandes agglomérations, progresser vers une mobilité décarbonée, le groupe de travail recommande d'engager 8 mesures :

6 MESURES À EFFET IMMÉDIAT OU DE COURT TERME QUI NÉCESSITENT PEU D'INVESTISSEMENTS ET DONT LA MISE EN OEUVRE SUPPOSE LE RECOURS À DES TECHNOLOGIES ÉPROUVÉES :

- Proposition 1 : Assurer la complémentarité des réseaux
- Proposition 2 : Partager la voirie pour favoriser les modes collectifs de déplacement
- Proposition 3 : Faire appel aux nouvelles technologies
- Proposition 4 : Utiliser l'outil de la tarification pour développer le recours au transport public
- Proposition 5 : Repenser le stationnement
- Proposition 6 : Répondre aux besoins de mobilité dans les zones peu denses

2 MESURES À MOYEN OU LONG TERME, NÉCESSITANT PLUS DE TEMPS, DES MOYENS OU DES INVESTISSEMENTS PLUS CONSÉQUENTS :

- Proposition 7 : Coordonner l'action des collectivités pour une gouvernance améliorée de la mobilité
- Proposition 8 : Densifier la ville – urbanisme

Un webinar a été organisé le 12 octobre 2020 pour présenter les 8 propositions du rapport du groupe de travail. Le modérateur, Gilles DANSART, Journaliste et Directeur du site Mobilettre, a animé les débats autour de quatre tables-rondes :

ÉMISSIONS ACTEURS PUBLICS

ACTEURS PUBLICS EST UN MÉDIA GLOBAL DE PRESSE ÉCRITE, INTERNET, WEB TV, ÉVÉNEMENTS QUI, AU COEUR DE L'ÉTAT ET DE SES SATELLITES, DANS LES COLLECTIVITÉS, À L'HÔPITAL, DÉCRYPTE, COMMENTE ET ANALYSE LE FONCTIONNEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES

A cette fin, Acteurs Publics organise depuis juillet dernier (hors mois d'août), une présence mensuelle de l'IGD dans ses supports, à travers notamment la production de 5 émissions « Acteurs publics Experts » enregistrées dans leur studio, réunissant sous forme de plateau débat un élu et un industriel / financeur membre de l'IGD. La diffusion de ces émissions est disponible sur Acteurspublics.fr, sur la Newsletter Acteurs Publics le 3e vendredi de chaque mois ainsi que sur le site internet de l'IGD.

La première émission a eu lieu le 16 juillet dernier. Pierre-Emeric Chabanne a répondu aux questions du rédacteur en chef Débats et idées d'Acteurs publics, Sylvain Henry, sur l'Observatoire IGD Covid-19 et les conséquences de la crise sanitaire sur les concessions.

Lors de la deuxième émission, en septembre 2020, Charles-Éric Lemaignen, premier vice-président de l'Assemblée des Communautés de France (AdCF), et Olivier Grunberg, président de l'Union Nationale des Services Publics Industriels et Commerciaux (UNSPIC), ont débattu de l'efficacité des service publics délégués pour appuyer la relance.

Pierre Sorbets, membre du bureau de l'IGD, a fait état des modalités financières du plan de relance et de l'investissement public lors de la troisième émission publiée en octobre 2020.

La quatrième émission « Quelle gestion optimale des mobilités du quotidien ?», a eu lieu en décembre 2020 en présence de Louis Nègre, Président du GART et Pierre Coppey, Président de VINCI Autoroutes et Directeur Général Adjoint de VINCI.

RAPPORT FINANCIER EXERCICE 2020

CETTE ANNEXE PRÉSENTE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'INSTITUT POUR L'ANNÉE 2020, CINQUIÈME ANNÉE DU V^{ÈME} PROGRAMME QUINQUENNAL 2016-2020

PRINCIPAUX ÉLÉMENTS COMPTABLES DE L'EXERCICE 2020

Les recettes et autres produits s'établissent **1 170 k€** soit un montant inférieur de 10 k€ par rapport aux prévisions, en raison du départ de la FEDENE du Cefoppp.

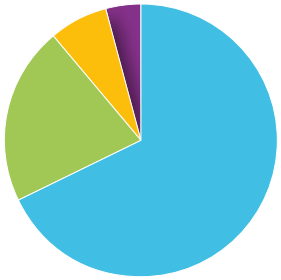
Les charges de l'année 2020 s'élèvent, pour leur part, à **1 174 k€**, conduisant à un **résultat net négatif de 4 369 €**.

Comme pour les exercices précédents, l'objectif principal porte sur la maîtrise de nos dépenses tout en maintenant un niveau d'activité élevé.

CONCERNANT LE BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2020

Le montant total du bilan de l'IGD s'élève désormais à **1 104 k€** avec une **diminution des fonds propres** (dotation initiale, report à nouveau et résultat) qui **s'établissent en 2020 à 763 k€ contre 767k€** en 2019 (soit -0,57%).

Ces éléments financiers confirment le maintien de l'activité de l'IGD comme le respect de ses engagements tant vis-à-vis des objectifs du V° programme et du plan d'action pour 2016-2020, que vis-à-vis des ressources financières que lui ont allouées ses membres-fondateurs.



- Salaires et charges 68%
- Frais administratifs 21%
- Etude et recherche 7%
- Support technique (édition, informatique, documentation) 4%

COMPOSITION DES INSTANCES DU Vème PROGRAMME AU 31 DÉCEMBRE 2020

LES MEMBRES FONDATEURS DE L'IGD

PARTENARIATS

ORGANISATIONS ET ACTEURS PUBLICS MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DECEMBRE 2020

PRÉSIDENT : Hubert du MESNIL

COLLÈGE DES FONDATEURS

BENSAID Jean, *Directeur,* Fin Infra

CHABOT Laurent, *Responsable des Financements de Projets Publics*, Société Générale

CHRISTOPHE Jean, *Head of Public Investment Finance*, PfandBrief Bank

FARANDOU Jean-Pierre, *Président Directeur Général*, SNCF

GARDES Frederic, *Directeur Général*, COLAS

HAGELSTEEN Bernard, *Conseiler du Président*, Vinci Autoroutes

HOLLEAUX Didier, *Directeur Général Adjoint*, ENGIE

HUILLARD Xavier, *Président Directeur Général*, VINCI

LAGUMINA Sandra, *Directeur Délégué France*, Meridiam Infrastructure

LE GALL Carole, *Présidente*, Climespace

MAILLARD Philippe, *Directeur Général*, Suez Recyclage et Valorisation des Déchets France

MAZILLE Laurent, *Directeur Relations Institutionnelles*, TRANSDEV Group

NOTARIANNI Anna, *Présidente*, SODEXO France

QUINET Alain, *Directeur Général Délégué*, SNCF Réseau

ROBIN Jean-Charles, *Président du Directoire*, SPIE BATIGNOLLES

SAUVAGE Edouard, *Directeur Général*, GrDF

STUART-FIORAVANTE Marie-Thérèse, *Directrice des Affaires Publiques*, VEOLIA Environnement

COLLÈGE DES SALARIÉS

BERGER Patrick, *Président National*, AITF

DEROUBAIX Hervé, *Délégué Syndical Central*, VEOLIA Eau

MEGDER Nora, *Délégué aux Relations Institutionnelles*, SUEZ

PINTRE Stéphane, *Président,* SNDGCT

COLLÈGE DES PERSONNALITÉS QUALIFIÉES

APRILE Isabelle, *Directrice des Grands Projets*, SODEXO France

AUBOUIN Pierre, *Directeur du Département Infrastructures et Transport*, CDC

BAROIN François, *Président*, Association des Maires De France

BEAUMENIER Virginie, *Directrice Générale*, DGCCRF

BIANCARELLI Olivier, *Directeur Solutions décentralisées pour les Villes et les Terrritoires*, ENGIE

BILI Laurent, *Directeur Général de la Mondialisation, de la Culture et du Développement International*, DGM/MAE

BLANC Yannick, *Président*, FONDA

BLETHON Patrick, *Président Exécutif*, SAUR

BOURRON Stanislas, *Directeur Général* des Collectivités Locales, Ministères de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales

BUSSEREAU Dominique, *Président*, Assemblée des Départements de France

CAYEUX Caroline, *Présidente*, Villes de France

COPPEY Pierre, *Président*, VINCI Autoroutes

D'ANTIN Hugues, *Directeur du Développement et des Relations Institutionnelles France* du groupe SUEZ Environnement

DERUY Laurent, *Avocat à la cour*, PDGB

DIRX Jean-Laurent, *Co-Président*, FNMS

DEBON Marie-Ange, *Présidente*, KEOLIS

du MESNIL Hubert, *Président* de TELT

FAUCHER Claude, *Délégué Général*, UTP

FERAUD Laëtitia, *Directrice Déléguée*, OFI Infravia

FERNIOT Benjamin, *Directeur du Développement et des Relations institutionnelles France* du groupe Suez Environnement

FRANCK DE PREAUMONT Thierry, *Président*, IDEX

FREROT Antoine, *Président Directeur Général*, VEOLIA Environnement

GRAND Virginie, *Managing Director*, HSBC

GRELIER Estelle, *Directrice du Développement*, SAUR

GRUNBERG Olivier, *Président*, UNSPIC

GUIMBAUD Thierry, *Délégué Général*, VNF

JEHANNO Sylvie, *Présidente*, DALKIA

LAIGNEAU Marianne, *Chargé de mission*, ENEDIS

LALLEMAND Luc, *Président Directeur Général* de la SNCF Réseau

LE GUENNEC Anne, *Directrice Générale*, VEOLIA Valorisation et Recyclage des déchets

LENEVEU Guillemette, *Directrice Générale*, UNAF

MALLET Thierry, *Président Directeur Général*, TRANSDEV Groupe

MARTY-GAUQUIE Henry, *Directeur Honoraire*, BEI

METTOUX Philippe, *Directeur Juridique*, SNCF

MUSELIER Renaud, *Président*, Régions de France

PAPINUTTI Marc, *Directeur Général*, MEEM/DGITM

PASSI Martial, *Président* du Club des Actionnaires de l'économie mixte, FedEpl

PINTAT Xavier, *Président*, FNCCR

RIGAUT Jean-Luc, *Président*, Association des Districts et Communautés de France, ADCF

ROGER Pascal, *Président*, FEDENE

ROLLAND Johanna, *Présidente*, France Urbaine

RUGGIU Jean-Sylvain, *Directeur Secteur Public et PPP*, GROUPE BPCE

SEMO Igor, *Directeur des Relations Institutionnelles*, SUEZ Eau France

SORBETS Pierre, *Vice Chairman Public Sector*, HSBC France

TIBERGHIEN Frédéric, *Conseiller d'Etat Honoraire*

TRIN Jean-Philippe, *Directeur général délégué*, BOUYGUES CONSTRUCTION

LE BUREAU DE L'IGD AU 31 DECEMBRE 2020

Hubert du MESNIL
Président

Frédéric TIBERGHIEN
Conseiller d'Etat Honoraire
Vice-Président

Pierre SORBETS
Vice chairman, Public Sector Banking, HSBC
Trésorier

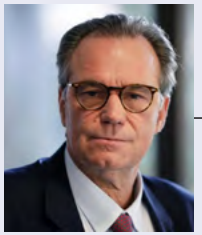
Olivier GRUNBERG
Président, UNSPIC

Dominique KIEFFER
Directeur des Affaires publiques, DALKIA

Jean BENSAÏD
Directeur, FIN INFRA

Hugues D'ANTIN
Directeur délégué aux Relations Institutionnelles France, SUEZ

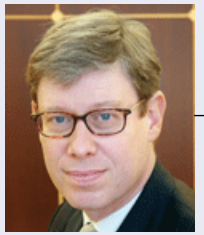
Charles-Eric LEMAIGNEN
1er Vice-président - et Conseiller métropolitain
de la métropole d'Orléans



Renaud MUSELIER
Président,
Régions de France

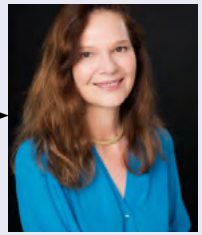
représenté par

Jules NYSSEN
Délégué Général,
Régions de France



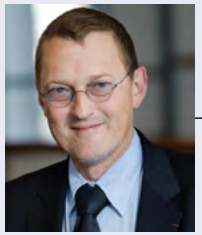
Jean BEUNARDEAU
Directeur Général,
HSBC France

représenté par



Virginie GRAND
Managing Director,
HSBC France

Marie-Thérèse STUART-FIORAVANTE
Directrice des Affaires Publiques,
VEOLIA Environnement



Marc PAPINUTTI
Directeur Général,
DGITM / MEEDTL

représenté par

Olivier GENAIN
Chef du département des PPP, DGITM, MEDDE

Pierre COPPEY
Présidence de
VINCI AUTOROUTES France

représenté par

Bernard HAGELSTEEN
Conseiller auprès du Président
VINCI AUTOROUTES France

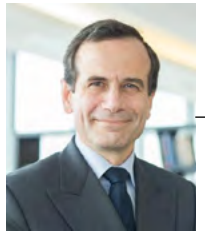
Claude FAUCHER
Délégué Général,
UTP

Sandra LAGUMINA
Directeur Général Asset Management, MERIDIAM Infrastructure

représentée par

Caroline CAYEUX
Sénateur - Maire de Beauvais, Présidente, Villes de France

Bastien RÉGNIER
Directeur Général,
Villes de France



Didier HOLLEAUX
Directeur Général Adjoint,
ENGIE

représenté par

Sylvain CHAPON
Délégué Marketing Stratégique, ENGIE

Johanna ROLLAND
Présidente,
France Urbaine

représenté par

Olivier LANDEL
Directeur général,
France Urbaine

LE PRÉSIDENT ET L'ÉQUIPE DE L'IGD

Hubert du MESNIL
Président

Pierre-Emeric CHABANNE
Délégué Général

Les Chargées de mission

Laure LAGASSE
Chef de Projet

Alice VERGER
Chargée de mission

Le pôle administratif et de gestion

Esther POATY
Responsable Administratif et Financier

Institut de la
gestion déléguée

INSTITUT DE LA GESTION DELEGUEE

84 rue de Grenelle - F-75007 Paris - Tél : +33 (0)1 44 39 27 00 / Fax : +33 (0)1 44 39 27 07

contacts@fondation-igd.org / www.fondation-igd.org

Conception graphique : trente-fevrier@orange.fr - Impression : Optimum Impression - Crédit photo : Fotolia / IGD